



Amaël Cattaruzza  
Pierre Sintès

# Atlas géopolitique des Balkans

Un autre visage de l'Europe

Préface de Michel Foucher

Deuxième édition

**autrement**



# Atlas géopolitique des Balkans

© Éditions Autrement 2016  
17, rue de l'Université – 75007 Paris  
Tél. 01 44 73 80 00 – Fax 01 44 73 00 12 – [www.autrement.com](http://www.autrement.com)

ISBN : 978-2-7467-4269-7

ISSN: 1272-0151

Dépôt légal : février 2016. Précédent dépôt : mai 2012.

Imprimé et broché en France par l'imprimerie Pollina, France.

Achévé d'imprimer en février 2016.

Tous droits réservés. Aucun élément de cet ouvrage ne peut être reproduit, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse de l'éditeur et du propriétaire, les Éditions Autrement.

# Atlas géopolitique des Balkans

*Un autre visage de l'Europe*

---

**Amaël Cattaruzza et Pierre Sintès**

**Préface : Michel Foucher**

**Cartographie : Romain Imbach**

---

Deuxième édition

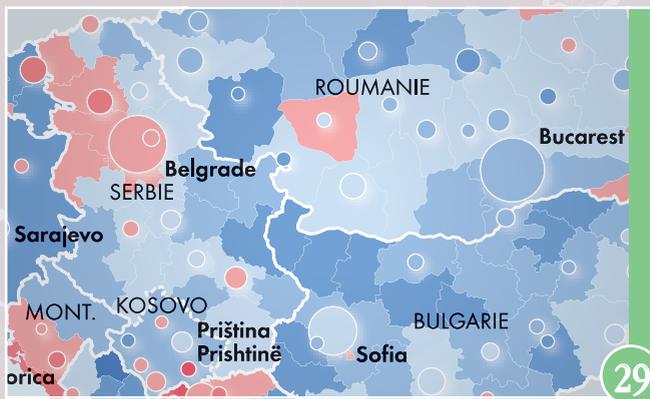
---

*Éditions Autrement  
Collection Atlas/Monde*

# ATLAS

## géopolitique des Balkans

# SOMMAIRE



6 PRÉFACE DE MICHEL FOUCHER

8 INTRODUCTION

### 11 DES FRONTIÈRES D'EMPIRES AUX ÉTATS-NATIONS

12 Les Balkans au temps de la « Turquie d'Europe »

14 La formation des États-nations

16 Des principes wilsoniens à la guerre froide

18 Conflits et fragmentation  
de la Yougoslavie (1991-2001)

20 Les États fragiles nés des conflits yougoslaves

22 L'Albanie en mouvement

24 Bulgarie, Roumanie :  
espaces intermédiaires ou marges européennes ?

26 La Grèce de retour dans les Balkans

### 29 DES SOCIÉTÉS EN RECOMPOSITION

30 Les caractéristiques du peuplement

32 Les dynamiques spatiales de la population

34 Les Balkans en migrations

36 La transformation des campagnes

38 Le monde des villes

40 Une périphérie économique dépendante

42 Un bilan social contrasté

### 45 COMMUNAUTÉS ET IDENTITÉS POLITIQUES

46 La politisation des identités

48 Religions et langues :  
vecteurs des identités collectives ?

50 Les minorités et les recensements

52 Des représentations territoriales antagonistes

54 Coexistences locales à l'épreuve des conflits

56 Géopolitique par le bas



## 59 LES BALKANS DANS LE « GRAND JEU »

- 60 Le monde face aux Balkans
- 62 Aide internationale ou protectorat ?
- 64 L'ombre de la Russie ?
- 66 Transports, enjeu politique ?
- 68 L'intégration régionale : premier pas vers l'adhésion européenne
- 70 Trafics et économie grise : un carrefour balkanique ?

## 73 BALKANITÉS PLURIELLES

- 74 Les Balkans dans le monde des diasporas
- 76 Une destination touristique en devenir
- 78 Préserver le patrimoine et l'environnement
- 80 Risque environnemental et industriel
- 82 Passions sportives
- 84 La musique des Balkans : par-delà les frontières

## 87 CONCLUSION

## ANNEXES

- 88 CARTE PHYSIQUE
- 89 SIGLES
- 90 GLOSSAIRE
- 92 BIBLIOGRAPHIE
- 94 FILMOGRAPHIE ET SITOGRAPIE
- 95 INDEX DES NOMS GÉOGRAPHIQUES

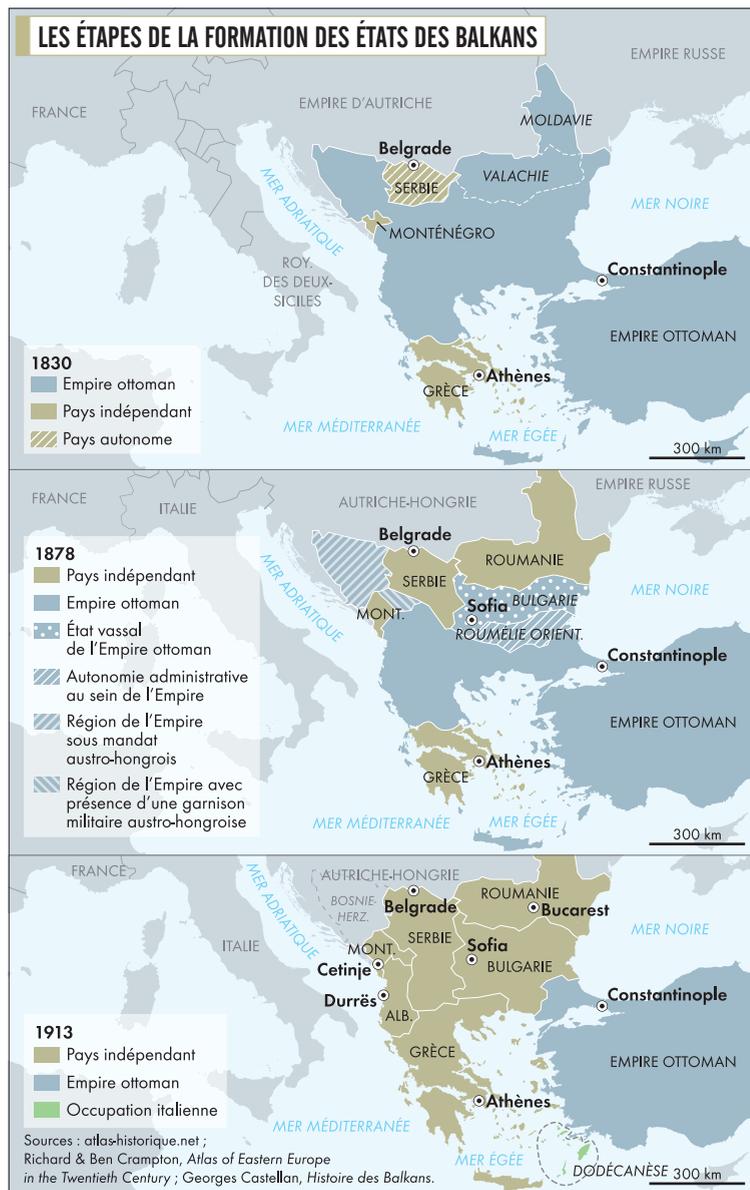
# La formation des États-nations

Au tournant du XVIII<sup>e</sup> siècle, la Révolution française et les conquêtes napoléoniennes entraînent la diffusion du nationalisme et de la philosophie des Lumières chez les élites intellectuelles européennes. Dans les Balkans, ces évolutions se traduisent par l'apparition de mouvements de libération nationale contre les empires, en particulier au sein de l'Empire ottoman, puis dans l'Empire austro-hongrois. Des révoltes serbes (1804-1815) ou de l'indépendance grecque (1830) aux deux guerres balkaniques (1912-1913) se déroule un siècle d'histoire qui consacre le déclin des empires et l'émergence durable d'États-nations dans la région.

## LA « QUESTION D'ORIENT » ET L'ÉVEIL DU NATIONALISME

À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la région connaît de profonds changements, perceptibles à travers deux événements : les insurrections serbes de 1804 et 1815 et la révolte grecque (1821-1826). Ces luttes nationales sont soutenues par les puissances européennes, en particulier l'Empire des Habsbourg et l'Empire russe, afin de contrer l'Empire ottoman. La « question d'Orient » se résume ainsi à ces deux interrogations : pour combien de temps et de quelle manière l'Empire ottoman, « homme malade de l'Europe », peut-il freiner les mouvements d'indépendance qui le rongent ? Quel est le jeu des puissances européennes dans cette dynamique ?

**Vers l'indépendance.** L'émergence de la souveraineté politique de la Serbie est en partie liée aux guerres austro-turques (1788-1791) et russo-turques (treize conflits du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle) qui affaiblissent l'Empire et permettent aux populations insurgées de trouver des soutiens extérieurs. Les Serbes acquièrent leur indépendance progressivement, avec deux soulèvements initiaux. Le premier éclate en 1804, sous l'impulsion du *knez*\* Karadjordje, et s'étend par l'intermédiaire de diverses autres rébellions. Lors du second, dirigé par le *knez* Miloš Obrenović en 1815, les Serbes obtiennent l'autonomie de leur territoire. Le



traité d'Andrinople, qui conclut la guerre de 1828-1829 entre la Russie et l'Empire ottoman, renforce l'autonomie des Serbes en 1830 et 1833. L'effort prioritaire de la principauté serbe est alors d'obtenir son indépendance et de suivre ainsi l'exemple grec.

La Grèce, en effet, est la première à obtenir sa souveraineté, après une révolte réussie en 1821, avec un soutien multilatéral de la France, du Royaume-Uni et de la Russie. Du traité de pacification de la Grèce (traité de Londres en 1827) à la reconnaissance du nouvel État par la convention de Londres de

## AUX ORIGINES DE LA SERBIE CONTEMPORAINE, LES SOULÈVEMENTS SERBES (1804-1815)



1830, ces trois pays participent à diverses opérations militaires contre les Ottomans. Dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, la diaspora grecque construit un pont entre les idées nouvelles européennes et les Grecs de l'Empire ottoman. La carte des souscripteurs à des livres en grec (ci-dessous) montre bien la répartition spatiale discontinue des communautés hellénophones. Tout en présentant une concentration élevée sur les terres de l'Hellade\*, cette carte souligne la présence grecque en Asie Mineure et montre les élites marchandes hellénisées de l'Empire des Habsbourg. Tout au long du siècle, l'avancée du projet national grec semble inéluctable. En 1864, les îles Ioniennes sont annexées et, en 1881, c'est une grande partie

de la Thessalie et de la ville d'Arta qui entrent dans le giron de la jeune monarchie.

**Extension de la lutte.** Ces événements servent d'exemple pour les autres peuples dans tout l'Empire ottoman. Au Monténégro, la dynastie des Petrović Njegoš met en place un véritable État sur les terres tribales autour de Cetinje (le prince Danilo conçoit la première constitution monténégrine en 1855) et élargit progressivement son territoire au détriment de l'Empire turc. L'État bulgare moderne apparaît, quant à lui, après la guerre russo-turque de 1877-1878. Le traité de San Stefano (mars 1878) crée une grande Bulgarie sous influence russe, dont le territoire comprend une large partie des Balkans orientaux. Ce traité est rejeté par les autres

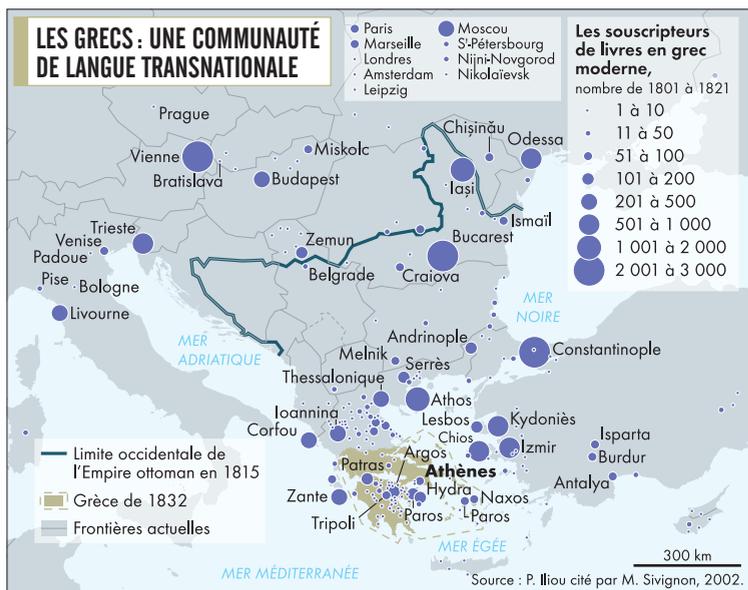
puissances européennes, qui le modifient lors du congrès de Berlin.

## L'AFFIRMATION DES ÉTATS-NATIONS

Du 13 juin au 13 juillet 1878, le congrès de Berlin, supervisé par Bismarck, freine le déclin de l'Empire ottoman et s'oppose à l'influence de la Russie sur les Balkans. La Bulgarie de San Stefano est divisée en trois parties : une principauté autonome au nord (autour de Sofia), une province semi-autonome de l'Empire ottoman (la Roumélie orientale qui est rattachée à la Bulgarie en septembre 1885) et une partie méridionale qui reste sous contrôle turc. Formellement sous souveraineté ottomane, la Bosnie-Herzégovine passe, quant à elle, sous administration de l'Autriche-Hongrie, qui déploie également une garnison dans le Sandjak\* de Novi Pazar. La Serbie et le Monténégro voient leur indépendance reconnue par les grandes puissances, tandis que la Roumanie doit restituer la Bessarabie du Sud à la Russie, mais se voit attribuer la plaine de la Dobroudja. Son indépendance est à son tour reconnue en 1880.

Les deux guerres balkaniques de 1912-1913 achèvent le processus de démantèlement de l'Empire ottoman et redessinent la carte politique de la région. Le 30 septembre 1912, la Ligue balkanique\* (Serbie, Monténégro, Bulgarie, Grèce) pose un ultimatum à l'Empire ottoman, exigeant d'importantes réformes dans l'administration de la Macédoine. Le 18 octobre, la guerre est déclarée. Elle s'achève par la victoire des armées balkaniques au printemps 1913. Toutefois, n'arrivant pas à s'entendre sur le partage des territoires fraîchement conquis, les États de la Ligue engagent une deuxième guerre entre eux qui se termine en juillet 1913. La Bulgarie doit restreindre ses prétentions sur la Macédoine, et ne conserve que la Macédoine du Pirin (10 % du territoire de la Macédoine historique). La Serbie obtient la Macédoine du Vardar (50 % du territoire historique). La Grèce, de son côté, annexe la Macédoine de l'Égée (40 % du territoire historique).

## LES GRECS : UNE COMMUNAUTÉ DE LANGUE TRANSNATIONALE



### Verbatim

« C'est au cours de ce long XIX<sup>e</sup> siècle, qui s'étend de la Révolution française à l'effondrement définitif de l'Empire ottoman en 1923, que la carte politique des Balkans contemporains apparaît. »

Mark Mazower,  
*The Balkans*, 2000.

# Les dynamiques spatiales de la population

Après avoir augmenté continuellement depuis la Seconde Guerre mondiale, la population des Balkans subit depuis deux décennies un déclin généralisé dû aux transformations politiques et économiques, qui ont affecté les sociétés de la région dans les années 1990. Cette tendance est confirmée par une évolution démographique marquée par l'émigration et le vieillissement des habitants. Mais ces dynamiques touchent l'espace balkanique de manière très contrastée et la population, qui décline dans son ensemble, se concentre aujourd'hui dans les grandes villes ou les régions les plus actives de son territoire.

## L'INVERSION DES TENDANCES DÉMOGRAPHIQUES

Dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la population des Balkans a connu une forte augmentation, conséquence d'une natalité très soutenue (3,2 enfants par femme en moyenne pour les pays de la région en 1960). C'est ainsi que le nombre d'habitants y est passé de 45 millions en 1945 à 55,4 en 1960, et à 69 millions en 1980. L'augmentation est significative en Albanie, au Kosovo et en République de Macédoine, où la population a été multipliée par deux en moins de quarante ans. Fait remarquable, cette tendance s'est complètement inversée au cours des dernières décennies en raison de l'effondrement de la natalité et de l'envolée de l'émigration. Ces transformations ont conduit à une contraction de la population,

qui atteint aujourd'hui à peine 65 millions de personnes.

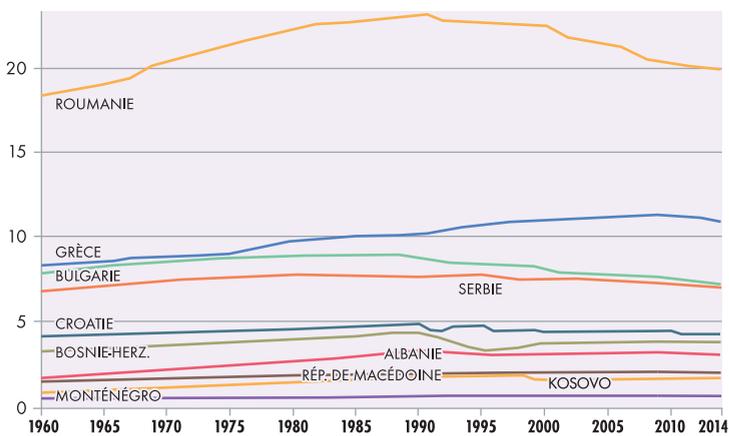
Dans les pays de l'ex-Yougoslavie, cette baisse est le résultat des conflits des années 1990. En Bosnie-Herzégovine, les violences (plus de 100 000 morts, soit 2 % de la population du pays), les flux de réfugiés et la baisse spectaculaire des naissances ont provoqué la perte de près de 600 000 personnes entre 1991 et 2005, soit 13 % d'une population ainsi passée de 4,3 à 3,7 millions d'habitants. Au Kosovo, après des décennies de record européen de l'accroissement naturel (plus de 6 enfants par femme dans les années 1960), la population aurait diminué de 10 % depuis 1990. Dans les pays qui n'ont pas été touchés par la guerre, ce sont les bouleversements politiques et sociaux qui ont entraîné partout la baisse de la po-

pulation. En Albanie, le grand nombre de départs vers l'étranger, strictement interdits à l'époque d'Enver Hoxha, a fait diminuer la population, malgré un accroissement naturel toujours positif. En Bulgarie et en Roumanie, les nombreux départs sont associés au fléchissement très notable de la fécondité – déjà amorcé dans les années 1980 – et ont engendré une baisse de la population : entre 1990 et 2003, la Roumanie a perdu 6,2 % de ses habitants, la Bulgarie 10,5 %. Dans ce contexte, seules la Grèce, la République de Macédoine et la Slovaquie ont vu leur population s'accroître. Pour la Grèce, l'augmentation de 700 000 personnes entre 1991 et 2001 n'est due qu'à un bilan migratoire très positif, puisque le pays connaît l'une des fécondités les plus basses de la région avec 1,3 enfant par femme. Il en va de même pour la Slovaquie, où le renversement des tendances migratoires est responsable de l'augmentation de 50 000 personnes entre 1991 et 2001. À l'inverse, pour la République de Macédoine, la progression modeste de la population, 92 000 personnes entre 1994 et 2002, est le fruit de l'accroissement naturel positif.

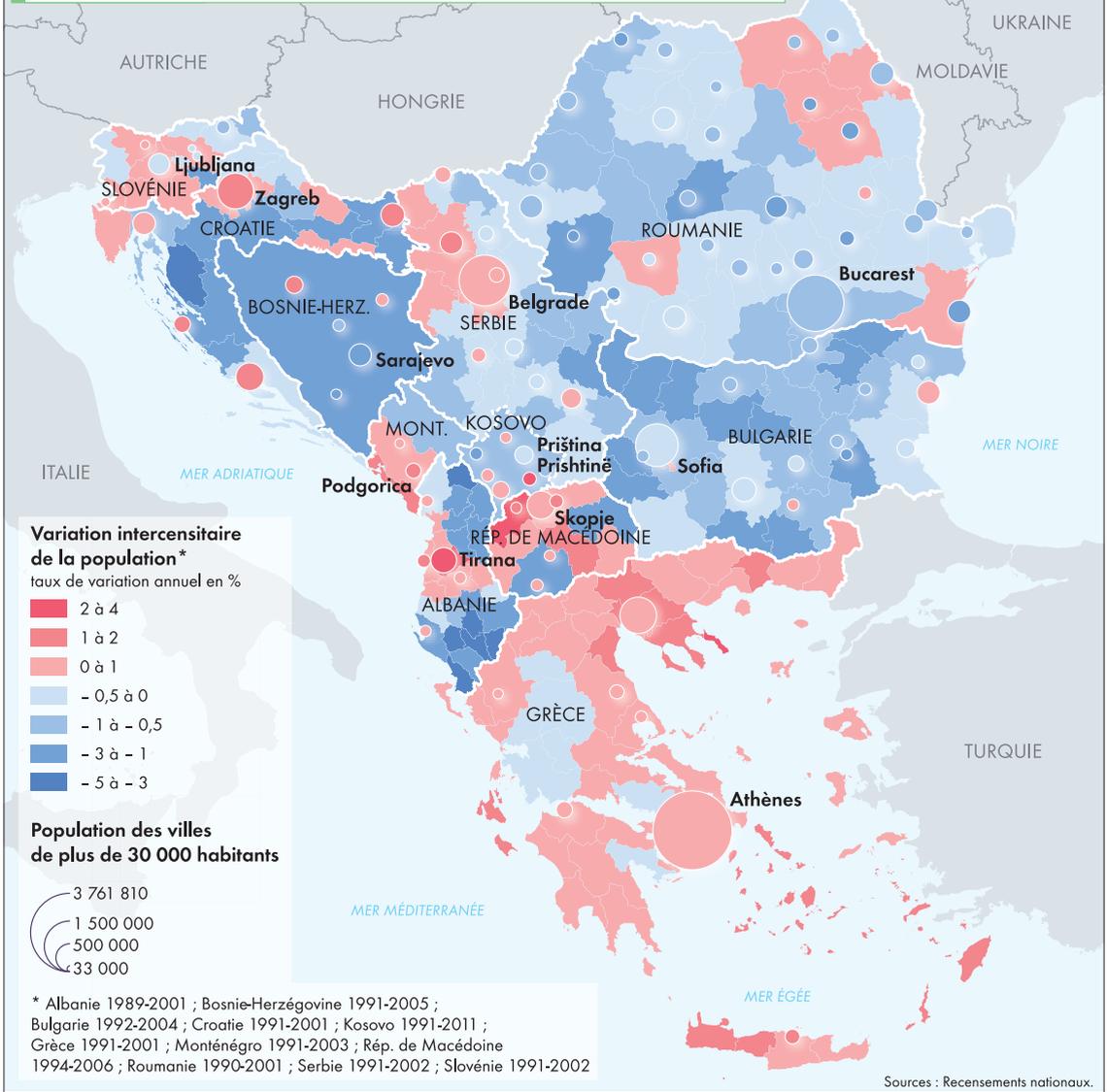
Ces éléments conjoncturels conduisent au renforcement des tendances lourdes de la démographie régionale, qui se caractérise à présent par un vieillissement rapide en raison de l'allongement de la durée de vie (trois à quatre ans entre 1980 et 2000) et de la chute de la fécondité amorcée dans les années 1980 (de 2,6 à 1,8 enfants par femme). Cette dénatalité est particulièrement accusée en Grèce, en Slovaquie et en Croatie. En 2000, le nombre d'enfant par femme dans la région était de 1,4 et les plus de 65 ans représentent aujourd'hui 13 % de la population des Balkans.

## L'ÉVOLUTION DE LA POPULATION DANS LES PAYS DES BALKANS

Estimation du nombre d'habitants en milieu d'année, en million d'habitants



## L'ÉVOLUTION DE LA POPULATION ET LE TAUX D'ACCROISSEMENT DES GRANDES VILLES



### VERS LA CONCENTRATION DES HABITANTS SUR LE TERRITOIRE ?

Cette baisse généralisée de la population s'accompagne aussi du redéploiement des hommes sur le territoire, en conformité avec les dynamiques spatiales de l'économie. À l'échelle des Balkans, la diminution touche la très grande partie des régions, à l'exception des grandes villes. En Roumanie, le fléchissement démographique est tel qu'il efface tout autre mouvement (l'attraction de Bucarest, le dynamisme de la côte ou le retour vers certaines campagnes). Partout ailleurs, les grandes villes concentrent des parts de plus en plus importantes de la population – la région de Tirana et de Durrës, Podgorica, Thessalonique, Zagreb et Belgrade – alors que les campagnes et les espaces périphériques semblent tou-

jours plus délaissés, comme le montrent les exemples albanais, bosniaque et bulgare. En Grèce, les faibles natalités du pays sont occultées par la force de l'immigration, qui permet à la plupart des régions de connaître un bilan positif. Venus majoritairement d'Albanie, de Bulgarie et de Roumanie, les migrants se dirigent vers les grandes villes, les espaces ruraux et surtout les zones touristiques, qui constituent les régions économiquement les plus dynamiques de Grèce – sans parler du mont Athos, qui a connu un accroissement de plus de 40 % de sa population monacale depuis 1989. Même si littoralisation et urbanisation touchent indiscutablement l'ensemble des Balkans, il convient de nuancer nos conclusions dans l'observation de ces recensements, car de nouvelles pratiques de l'espace

apparaissent. Elles concernent au premier chef les régions périphériques, qui deviennent à présent des lieux de villégiature, de résidences secondaires et de tourisme, à mesure que leur désenclavement est assuré. ●

### Verbatim

La population des pays de la péninsule est passée de 69 millions en 1980 à moins de 65 millions aujourd'hui en raison du fléchissement de la fécondité et de l'émigration massive. Le quasi-doublement de la population du mont Athos fait figure d'exception.

# Aide internationale ou protectorat ?

Face à des régions en crise (postconflit, crise économique), la priorité pour les acteurs internationaux est de stabiliser les pays (consolidation de la paix, reconstruction, financement de la dette). Les programmes se multiplient dans les zones sinistrées, mettant en jeu une multitude d'acteurs, étatiques et interétatiques, administratifs, militaires et financiers, gouvernementaux et non gouvernementaux. Sur les terrains les plus instables, en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo, des instances internationales sont créées pour contrôler le respect des accords par les différentes parties, et une présence militaire est maintenue, faisant parfois de ces pays des quasi-protectorats internationaux.

## AIDE INTERNATIONALE : UNE MULTIPLICITÉ D'INTÉRÊTS

Fin 1995, au sortir des conflits, l'espace ex-yougoslave doit faire face aux affres de la reconstruction, du retour des réfugiés, de la réconciliation et de la consolidation de l'État de droit. L'aide internationale s'organise tout d'abord autour de besoins humanitaires et d'enjeux de reconstructions matérielles et institutionnelles, autant pour les organes gouvernementaux et intergouvernementaux (UE, États-Unis par l'USAID, ONU, etc.) que pour les ONG. Toutefois, la diversité des acteurs réduit l'efficacité de l'aide, du fait d'un manque de coordination et de la multitude de leurs intérêts contradictoires. Ce constat s'applique à l'ensemble des pays ex-yougoslaves jusqu'à la mise en place du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est (10 juin

1999) qui permet une première articulation des programmes d'aide.

Cependant, les aides internationales peuvent encore aujourd'hui révéler des intérêts géopolitiques qui dépassent le seul cadre humanitaire. La reconstruction de Sarajevo en est un exemple probant : les églises orthodoxes du centre-ville y ont été reconstruites avec l'aide de la Grèce, tandis que la reconstruction des mosquées a été en partie financée par des pays musulmans.



## L'AIDE EUROPÉENNE : LA « CAROTTE » ET LE « BÂTON »

L'Union européenne se place dès fin 1995 comme premier contributeur des programmes de stabilisation et de reconstruction

(programmes Phare et Obnova, entre autres). Au début des années 2000, avec l'enjeu de l'intégration européenne, la nature de l'aide devient progressivement un instrument de préadhésion, pour répondre aux exigences de la convergence de ces États aux critères européens. Cela permet à l'UE d'avoir une influence tant sur les candidats officiels à l'intégration (Bulgarie, Roumanie, Slovaquie) que sur les pays ayant vocation à intégrer l'Union (Balkans occidentaux).

Dans les Balkans occidentaux, l'europanisation de l'intervention fait suite au retrait américain après septembre 2001. En Bosnie-Herzégovine, l'Union européenne prend en charge la fonction de haut-représentant et met en place l'EUFOR (qui remplace la SFOR). Au Kosovo, elle nomme un haut-représentant de l'UE et installe la mission EULEX. Enfin, elle gère les médiations politiques en Macédoine (accords d'Ohrid en 2001) ou entre la Serbie et le Monténégro (accords de Belgrade en 2003). L'UE se trouve dans une situation originale : aider de futurs membres à se consolider. Cette implication lui fait néanmoins courir le risque de voir son action contestée par les populations, auxquelles de nombreux efforts sont demandés pour répondre aux critères d'adhésion.

Le rôle croissant joué par l'UE dans la région lui permet d'adopter la stratégie de la

### Verbatim

« Il est clair que la question qui se trouve posée, c'est celle de l'avenir européen de la Grèce. La Grèce veut-elle rester ou non dans la zone euro ? »

Nicolas Sarkozy,  
2 novembre 2011.

## AIDE INTERNATIONALE AU DÉVELOPPEMENT ET AIDE PUBLIQUE DANS LES BALKANS OCCIDENTAUX

en millions de dollars US courants

| Pays               | 2009   | 2010   | 2011     | 2012     | 2013   |
|--------------------|--------|--------|----------|----------|--------|
| Albanie            | 356,96 | 340,7  | 350,75   | 341,62   | 298,38 |
| Bosnie-Herzégovine | 414,32 | 510,37 | 625,46   | 571,13   | 550,04 |
| Croatie            | 168,83 | 150,71 | 0,28     | -        | -      |
| Kosovo             | 782,13 | 619,86 | 657,11   | 567,68   | 533,04 |
| Rép. de Macédoine  | 192,47 | 187,17 | 194,97   | 148,94   | 251,65 |
| Monténégro         | 75,03  | 80,28  | 125,74   | 103,22   | 127,33 |
| Serbie             | 623,7  | 659,87 | 1 379,27 | 1 089,87 | 783,25 |

## AIDES DE PRÉADHÉSION À L'UNION EUROPÉENNE

en millions d'euros

|  | 2009  | 2010  | 2011  | 2012  | 2013  |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|
|  | 81,2  | 94,1  | 94,4  | 94,5  | 95,3  |
|  | 89,1  | 105,3 | 107,4 | 107,8 | 63,6  |
|  | 151,2 | 153,5 | 156,5 | 156,1 | 93,5  |
|  | 106,1 | 67,3  | 68,7  | 68,8  | 71,4  |
|  | 81,8  | 91,6  | 98    | 101,8 | 113,2 |
|  | 34,5  | 33,5  | 34,1  | 35    | 34,5  |
|  | 194,8 | 197,9 | 201,8 | 202   | 208,3 |

Sources : Banque mondiale et rapports de suivi de la Commission européenne.

## DEUX DISPOSITIFS DE MAINTIEN DE LA PAIX : L'EUFOR (UNION EUROPÉENNE) EN BOSNIE-HERZÉGOVINE ET LA KFOR (OTAN) AU KOSOVO



« carotte » et du « bâton » : que ses préconisations soient suivies et les pays obtiennent des aides et des subventions ; qu'elles ne soient pas prises en compte et la situation se gèle. Cette relation centre/périphérie se remarque vis-à-vis de la Bulgarie et de la Roumanie quant à leur accès aux fonds structurels, mais aussi vis-à-vis de la Grèce pour rester dans la zone euro, ou encore dans les Balkans occidentaux pour valider les étapes de la route vers l'UE.

Suite aux conflits, l'Otan est engagée dans les missions de maintien de la paix (IFOR puis SFOR en Bosnie-Herzégovine jusqu'en 2004 ; KFOR au Kosovo).

En parallèle, l'organisation développe une politique d'élargissement aux pays de la région, qui passe au préalable par la signature de partenariats pour la paix. Lancé en 1994, ce programme a pour vocation de

lui permettre d'établir des relations privilégiées et individualisées avec les États membres. Ces partenariats sont souvent utilisés comme une première étape à l'intégration de nouveaux États dans l'organisation. Ils sont néanmoins sujets à polémique dans les pays des Balkans, du fait de l'implication militaire qu'ils ont supposé pendant les guerres d'Irak et d'Afghanistan. ●

## L'OTAN, ENTRE INTERVENTION ET PARTENARIAT

La présence de l'Otan dans les Balkans est d'abord liée aux conflits yougoslaves. L'organisation intervient militairement en Bosnie-Herzégovine dès avril 1993, en appui aux Casques bleus de l'ONU, pour mettre en place une zone d'exclusion aérienne. En août et en septembre 1995, peu avant les accords de Dayton, l'Otan supervise des frappes aériennes contre des positions serbes. Son implication dans la guerre du Kosovo est plus directe. Elle mène une campagne de bombardements contre la Serbie du 24 mars au 10 juin 1999 (opération « Force alliée »).



# L'ombre de la Russie ?

Au cours de la dernière décennie, la Russie a opéré un retour sur la scène balkanique. Soutenant les Serbes du Kosovo, rétive à l'élargissement de l'Otan dans la région, multipliant les investissements dans divers secteurs, la Russie s'est essentiellement engagée dans le domaine énergétique. Néanmoins, l'abandon du projet de gazoduc russe South Stream est peut-être le signe d'un infléchissement de Moscou. Car derrière la politique offensive russe sur le gaz se déroule tout un jeu diplomatique, dont le principal enjeu est la dépendance énergétique des Balkans et plus largement de l'Europe.

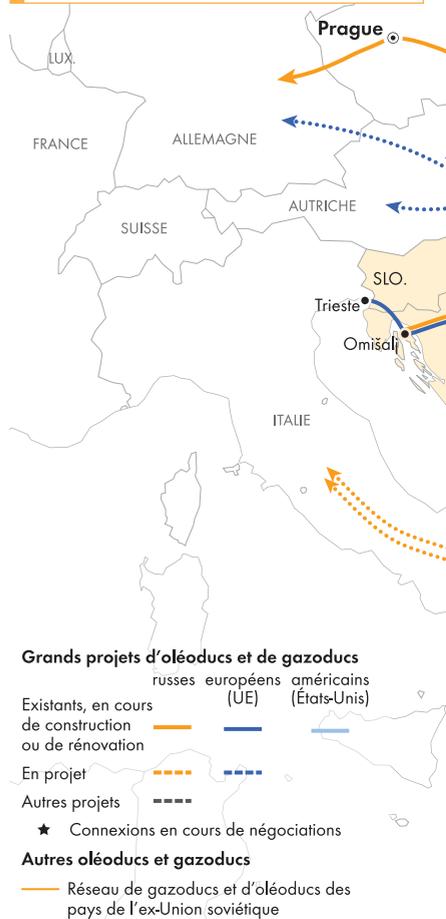
## LA RUSSIE, LES BALKANS ET LE MARCHÉ EUROPÉEN DE L'ÉNERGIE

Le gazoduc South Stream, projet lancé en 2007 par le russe Gazprom et l'italien ENI (rejoints par EDF et Wintershall), participait d'un large plan de la Russie pour diversifier ses routes de transit de gaz vers l'Europe et réduire sa dépendance vis-à-vis de ses voisins (Ukraine, Pologne, Biélorussie). D'une capacité de 63 milliards de mètres cubes par an, il devait relier la Russie à l'Italie et à l'Autriche, via les Balkans, son tracé faisant l'objet de négociations avec les pays de la région.

Depuis lors, la Russie avait obtenu progressivement le ralliement de plusieurs États. En janvier 2008, Poutine négociait avec Sofia le passage du South Stream en Bulgarie. Dans

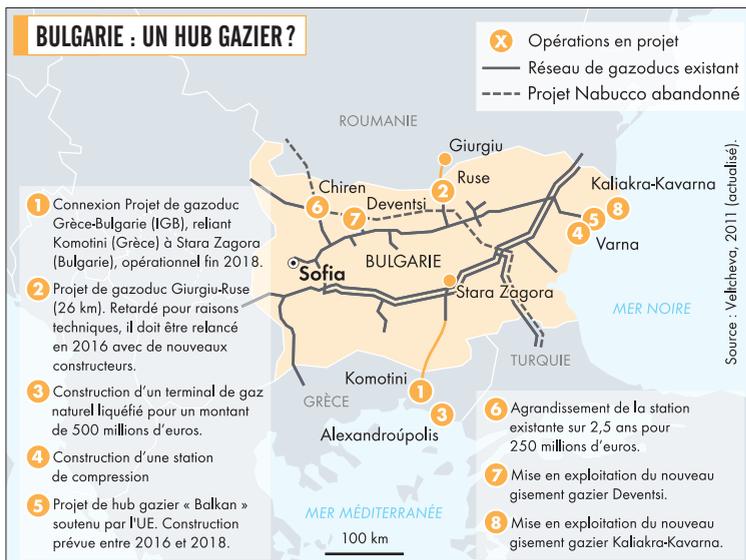
le même temps, Gazprom rachetait 51 % de NIS, compagnie pétrolière et gazière serbe. Et entre avril 2008 et août 2009, la Grèce, la Turquie et la Slovénie avaient rejoint le projet, tandis qu'une extension était proposée à la Macédoine et à la Bosnie-Herzégovine. L'influence régionale de la Russie s'accroissait d'autant, et en avril 2011, Vladimir Poutine faisait clairement entendre ses positions, en liant les questions énergétiques dans les Balkans et l'opposition de la Russie à l'élargissement otanien. Le gaz était ainsi utilisé par la Russie pour s'immiscer dans les choix géopolitiques de pays futurs membres de l'Union européenne. Pour limiter la pression russe, l'Union européenne développait donc, depuis 2002, un gazoduc concurrent, Nabucco.

## OLÉODUCS ET GAZODUCS DANS LES BALKANS



La crise économique sonne progressivement le glas de ces projets pharaoniques. La Russie annonce l'abandon du South Stream le 1<sup>er</sup> décembre 2014, évoquant les difficultés diplomatiques avec l'UE à propos du passage du gazoduc dans les pays membres. À sa place, la Russie développe un projet moins coûteux avec la Turquie, que les médias nomment Turkish Stream. Quant au gazoduc Nabucco, dont la réalisation avait été maintes fois reportée, il est rejeté en juin 2013 par le consortium azeri Shah Deniz,

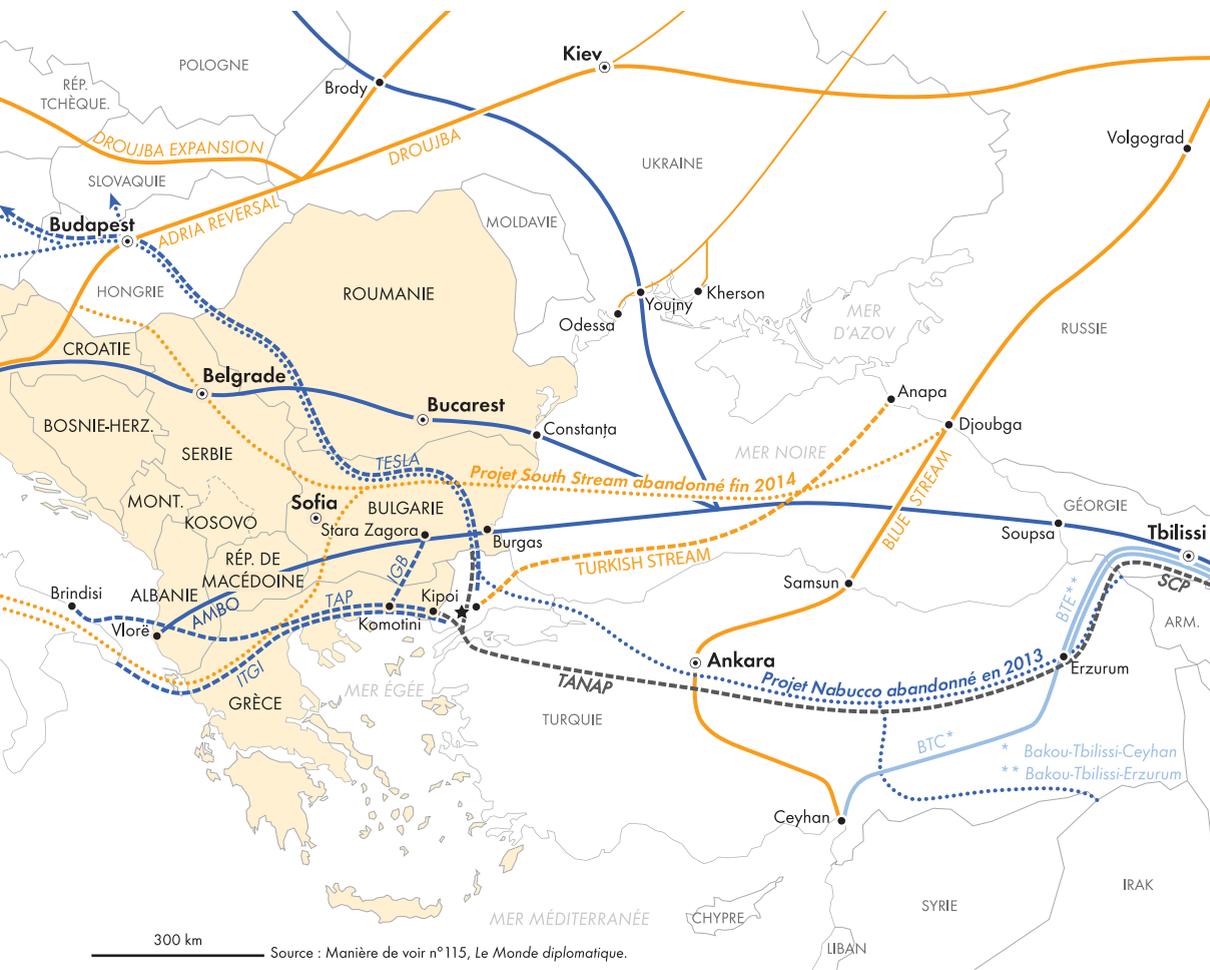
## BULGARIE : UN HUB GAZIER ?



## Verbatim

« La position géographique de la Bulgarie et ses infrastructures de gaz existantes fournissent une base stable pour le développement d'un hub gazier régional. »

Tomislav Donchev,  
Premier ministre bulgare  
10 décembre 2015.



300 km Source : Manière de voir n°115, Le Monde diplomatique.

au profit du projet rival Trans Adriatic Pipeline (TAP), plus économique. Ces récents développements restent néanmoins très fluctuants au gré de l'actualité. Ainsi, le litige russo-turc, après la destruction d'un avion de chasse russe sur le territoire turc fin 2015, a gelé temporairement les discussions autour du Turkish Stream.



gare, au profit de la Grèce et de la Turquie. Néanmoins, la perspective d'un hub bulgare est relancée en 2015, avec l'éventualité avancée d'une connexion du pays au Turkish Stream, via la mer Noire, et au TAP, via la Grèce. En décembre 2015, la

Commission européenne conforte cette stratégie en annonçant la création d'un groupe de travail sur la construction du hub gazier « Balkan » sur la côte bulgare, voué à approvisionner l'ensemble de la région. ●

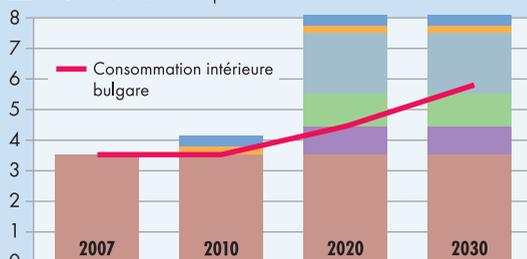
### LA BULGARIE : FUTUR HUB\* RÉGIONAL DE L'ÉNERGIE ?

Pour faire face à sa dépendance énergétique, la Bulgarie développe une stratégie à long terme fondée sur trois axes : augmenter ses capacités de stockage, diversifier ses approvisionnements et tirer profit de sa position géographique pour se placer au centre des réseaux de distribution énergétique de l'Europe. Cette politique expliquait la décision du pays de participer à la fois aux programmes South Stream et Nabucco, ainsi que ses projets de connexions avec ses voisins. L'abandon des projets russes et européens semblait avoir porté un coup fatal à l'ambition bul-

### BULGARIE : COMMENT DIVERSIFIER LES APPROVISIONNEMENTS EN GAZ ?

Type d'approvisionnement, prévision à l'horizon 2030, en milliards de m<sup>3</sup> par an

- Russie
- Nabucco
- South Stream
- GNL
- Via l'interconnexion Russe (Bulgarie) - Giurgiu (Roumanie)
- Via l'interconnexion Turquie-Grèce



Source : Velicheva, 2011.

### LE GAZ, L'AMBITION BULGARE

En augmentant ses capacités de stockage et en diversifiant ses approvisionnements, la Bulgarie prévoyait en 2007 de quadrupler ses stocks de gaz en transit à l'horizon 2030. Malgré la fin de Nabucco et de South Stream, cette perspective est relancée en 2015 avec le projet de construction du hub « Balkan ».

# Les Balkans dans le monde des diasporas

Des populations originaires des Balkans sont présentes dans monde entier. Elles y composent parfois des groupes nombreux pouvant avoir conservé certains traits particuliers de leur pays d'origine, comme la langue ou la religion. Dans différents pays, ces expatriés témoignent d'une grande visibilité spatiale et sociale, en relation avec les caractéristiques de la société d'accueil. Néanmoins, il est souvent difficile de leur trouver des contours bien définis, tant ces groupes peuvent s'être dissous ou recomposés au fil du temps et des situations. Aujourd'hui, les relations avec ces diasporas sont devenues un véritable enjeu pour de nombreux pays des Balkans.

## DES BALKANIQUES PARTOUT

Des émigrants ont quitté en nombre la péninsule balkanique à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et ont ainsi participé aux mouvements migratoires qui concernaient, à cette époque, l'ensemble des pays d'Europe. Ils se sont massivement rendus outre-mer vers les destinations classiques du Nouveau Monde, qui accueille encore aujourd'hui les groupes les plus nombreux et les plus anciens (Amérique du Nord et du Sud, Australie). On peut dater de la même période l'implantation plus discrète de groupes commerçants en Afrique subsaharienne, surtout des Grecs, dont la taille a beaucoup décliné aujourd'hui. En Europe, après la Seconde Guerre mondiale, les principaux flux étaient animés par des migrants yougoslaves et grecs partis vers les usines d'Europe de l'Ouest, surtout en RFA. On signale des mouvements de retour à partir des années 1970 (775 000 Grecs de 1968 à 1990). Depuis le début des années 1990, ces migrants balkaniques n'animent plus

que des mouvements intra-européens de réfugiés et principalement de travailleurs, qui se rendent massivement dans les pays d'Europe du Sud (Grèce, Italie, Espagne). Les populations originaires des Balkans – issues de ces différentes vagues migratoires – et leurs descendants sont aujourd'hui

estimées dans le monde à plus de 15 millions de personnes.



## DES GROUPES PARTICULIERS ?

Cette histoire aurait conduit à la formation de groupes aux particularités accusées, que l'on pourrait qualifier aujourd'hui de diaspora(s). Pourtant, l'usage d'un tel terme est toujours l'objet de débat, car il semble difficile de l'appliquer à des cas si différents : les Croates du Chili ou les Grecs des États-Unis ne sont pas les Yougoslaves d'Allemagne ou les Roumains d'Italie. Ils se distinguent tous par les causes et les modalités de leur déplacement, ainsi que par leur position dans les sociétés où ils s'installent. Classiquement, le terme de diaspora est plutôt réservé à un groupe dont les contours et la visibilité demeurent affirmés au fil des générations.

C'est le cas des 1,2 million de Grecs des États-Unis pour lesquels la transmission d'une identité communautaire a été facilitée par les fonctionnements de la société étasunienne, comme par exemple l'existence d'une catégorie distincte pour les recensements. Ils se concentrent dans des espaces particuliers, quelle que soit l'échelle à laquelle on les envisage. À l'intérieur de la ville de New York, leur présence est inscrite dans le paysage de certains quartiers – surtout Astoria au nord-

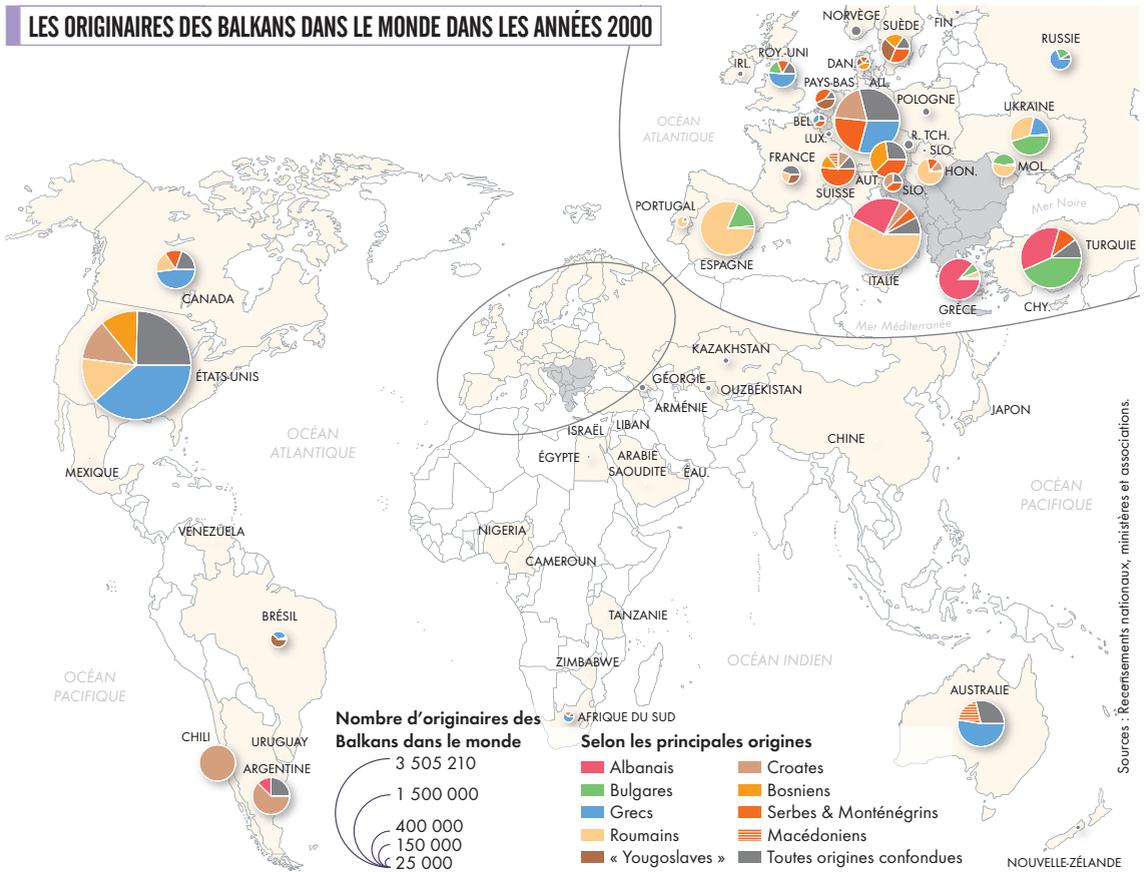


## Verbatim

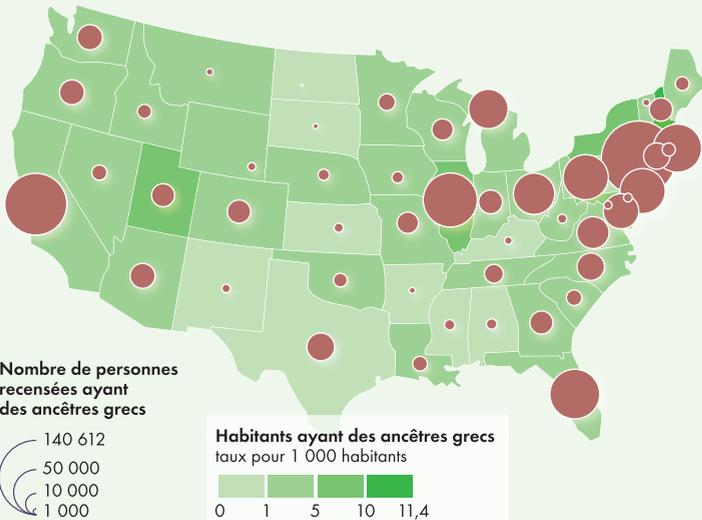
« Il y a un intérêt légitime et moral de la Roumanie de développer les relations avec les Roumains à l'étranger. »

Mihai Gheorghiu,  
secrétaire d'État, directeur  
du Département  
des Roumains  
à l'étranger, 2004.

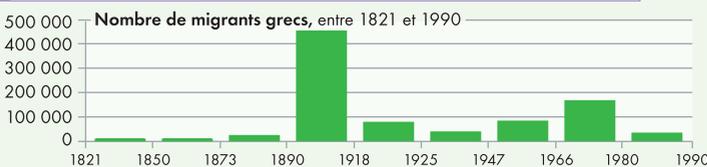
## LES ORIGINAIRES DES BALKANS DANS LE MONDE DANS LES ANNÉES 2000



## LA PRÉSENCE DES GRECS AUX ÉTATS-UNIS



## LES PRINCIPALES VAGUES MIGRATOIRES GRECQUES AUX ÉTATS-UNIS



ouest du Queens – où les restaurants, les associations et les églises évoquent l'attachement au pays d'origine, à ses habitudes culinaires (dépassant aujourd'hui les seuls descendants de Grecs) ainsi qu'à la pratique de sa religion.

## L'USAGE POLITIQUE DES DIASPORAS

Les relations multiformes entretenues par certains avec la « mère patrie » sont un autre trait permettant de définir une diaspora. Dans les années 1990, en effet, des expatriés ont pu se transformer en groupes de pression politique ou en contributeurs financiers soutenant la cause nationale, comme les Kosovars albanais des États-Unis et de Suisse ou les Macédoniens et les Monténégrins d'Australie. Plus généralement, les gouvernants des pays des Balkans ont pris conscience de la ressource que pouvait représenter leur diaspora : tous leur consacrent un ministère et parfois des députés afin de susciter, canaliser ou contrôler les relations qu'ils entretiennent avec elle. Cette particularité est rendue possible par une vision de la nation définie autour du droit du sang, caractéristique habituelle des pays marqués par de nombreux départs.